

## RECENSEMENT DES PRIORITÉS DE RECHERCHE SUR L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE DU NORD ET AU SAHEL | 2018



### EN BREF

- Les contestations géopolitiques entre États et acteurs armés non étatiques sont encore complexifiées par les tensions et violences, intercommunautaires et intracommunautaires au niveau infranational, exacerbant les conflits basés sur l'identité religieuse et ethnique.
- La menace persistante d'un extrémisme violent impose de mettre en place des mécanismes de résolution des conflits susceptibles de répondre aux préoccupations locales et aux expériences des acteurs armés sur l'ensemble du spectre des conflits.
- Plutôt que de se concentrer exclusivement sur le rôle de l'éducation « extrémiste » informelle dans le processus de recrutement, il est nécessaire d'étudier l'impact possible de systèmes éducatifs divergents sur la cohésion communautaire, l'engagement civique actif et l'extrémisme violent au Tchad.
- Il existe encore une insuffisance notoire d'études explorant d'autres marqueurs de vulnérabilité et remettant en question les hypothèses actuelles concernant les facteurs religieux comme moteurs clés de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et du Nord.
- Une étude comparative dans les États multiethniques et multiraciaux sur les minorités ethniques religieuses et les diverses perceptions de la laïcité et du sécularisme est indispensable pour analyser comment les politiques des États et leur mise en œuvre peuvent influencer sur la perception de traitement injuste par certains groupes minoritaires et sur les éruptions de violence.

# Recensement des priorités de recherche sur l'extrémisme violent en Afrique du Nord et au Sahel

## Contexte

Tandis que la dynamique sociopolitique des conflits et de l'insécurité continue à évoluer en Afrique du Nord et au Sahel, les efforts visant à mettre la priorité sur l'exploration des tendances actuelles et émergentes de l'extrémisme violent restent importants. Depuis des décennies, les conflits violents, la mauvaise gestion des ressources, les changements environnementaux et la faiblesse des gouvernements (par manque de capacité institutionnelle ou en résultante d'une approche élitiste prédatrice) ont contribué à des cycles d'instabilité et de fragilité de l'État.<sup>1</sup> Le Sahel est une zone dynamique de transition et d'hybridité<sup>2</sup> fréquemment affectée par des conflits. Les dynamiques sociales, économiques, politiques et sécuritaires fusionnent et mutent à l'intersection du bassin du lac Tchad, au sud, et de la Libye, de l'Algérie et de la Tunisie au nord. Les contestations géopolitiques entre États et acteurs armés non étatiques – extrémistes violents, criminalité organisée et mouvements séparatistes – sont encore complexifiées par les tensions et violences, intercommunautaires et intracommunautaires, au niveau infranational, exacerbant les conflits basés sur l'identité religieuse et ethnique.

Les organisations extrémistes violentes comme Boko Haram, al-Qaeda et l'État islamique autoproclamé et ses affiliés ont profité de cette instabilité. Ces groupes tirent parti de griefs locaux persistants et de défaillances des structures étatiques pour recruter de nouveaux sympathisants et générer un soutien communautaire en se présentant comme des alternatives de gouvernance légitimes par rapport à l'État.<sup>3</sup> Tandis que les groupes, les tactiques et les contextes continuent d'évoluer, il est indispensable d'accorder une plus grande attention aux menaces actuelles et émergentes pour la paix et la stabilité dans la région.

En 2018, le RESOLVE Network a réuni plus de 30 chercheurs, praticiens et responsables politiques internationaux, régionaux et locaux possédant diverses compétences en matière de gouvernance locale, de développement, de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE) dans le bassin du lac Tchad et la région proche. Le groupe de travail visait à comprendre les défis de l'extrémisme violent à l'intérieur et au-delà des frontières avec l'éclairage d'apports locaux, à dispenser des informations sur l'évolution future de la menace, et à identifier des domaines de collaboration potentielle à l'avenir concernant la programmation en se fondant sur la recherche et les faits.<sup>4</sup> Les sujets identifiés ici résultent de l'évaluation collective par les participants de la dynamique actuelle, de l'expertise, de la compréhension approfondie et de la détermination à poursuivre l'analyse des tendances et dynamiques de l'extrémisme violent (EV) dans la région.

---

1 Rapport final du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles « Prévention de l'extrémisme dans les États fragiles : Une nouvelle approche (Preventing Extremism in Fragile States: A New Approach) », Institut américain pour la Paix, 26 février 2019, <https://www.usip.org/publications/2019/02/preventing-extremism-fragile-states-new-approach>.

2 Les ordres hybrides sous-entendent une coexistence entre un droit écrit formel fixe et un droit coutumier informel évolutif, des autorités pluralistes et des structures de gouvernance, une contestation de la légitimité linéaire et des vulnérabilités inhérentes. Consultez : Bethany McGann, « Hybridité et fragmentation : Implications pour la politique régionale de sécurité au Sahel et au-delà (Hybridity and Fragmentation: Implications for Regional Security Policy in the Sahel and Beyond) », dans : *Extrémismes en Afrique (Extremisms in Africa)*, Vol 3, éd. Alain Tschudin, Susan Russell, Stephen Buchanan-Clarke, Craig Mof-fat, Lloyd Coutts (De la bonne gouvernance en Afrique, 2020 [Good Governance Africa, 2020]), <https://www.amazon.com/Extremisms-Africa-Vol-Alain-Tschudin-ebook/dp/B08DG7CD5R>.

3 Brandon Kendhammer et Carmen McCain, *Boko Haram*, (Athens, Ohio : Ohio University Press, 2018)

4 Le groupe de travail avait été co-organisé par le Centre de recherche ouest-africain (WARC), une organisation membre du RESOLVE Network. RESOLVE est reconnaissant du partenariat et du soutien du WARC pour cette réunion et pour les efforts de collaboration subséquents. Pour en savoir plus, consultez : <http://warccroa.org/about-us/>.

# Structures de résolution des conflits dans les contextes d'extrémisme violent

*Comment construire des structures efficaces de résolution des conflits qui permettent le désengagement et la réintégration des extrémistes violents et autres acteurs armés dans les contextes d'extrémisme violent ?*

La menace persistante d'un extrémisme violent impose de mettre en place des mécanismes de résolution des conflits susceptibles de répondre aux préoccupations locales et aux expériences des acteurs armés sur l'ensemble du spectre des conflits. Les connaissances sur le désengagement, la réintégration et la réconciliation des extrémistes violents se sont étendues depuis l'époque de ce groupe de travail,<sup>5</sup> mais la recherche sur les mécanismes inclusifs de résolution des conflits dans des contextes d'EV reste limitée. Dans le cadre du groupe de travail, les participants, en petits groupes, ont évoqué la nécessité de comprendre les différentes structures et processus nécessaires à l'élaboration d'une approche intégrée de la résolution des conflits dans les zones où l'extrémisme violent ou les groupes extrémistes violents sont présents, en particulier dans les États du bassin du lac Tchad : Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria, où des efforts ou des plans de réintégration d'anciens combattants étaient déjà en pourparlers. Certaines victimes de la violence terroriste de Boko Haram s'opposent cependant aux politiques de réintégration du gouvernement, ce qui peut refléter un manque d'inclusion des communautés touchées dans la planification et la mise en œuvre des politiques. Les questions suivantes sont apparues comme des domaines clés pour la poursuite de recherches visant à éclairer les politiques et les pratiques :

- Quel rôle jouent et devraient jouer les acteurs religieux informels et formels, les institutions et les idées dans les processus de résolution des conflits, particulièrement dans les zones où l'extrémisme violent s'appuie sur des idéologies religieuses ?
- Les États doivent-ils chercher à négocier avec les acteurs armés dans les zones de conflit actives ou en période de violence ?
- Quels sont les facteurs au niveau communautaire qui doivent être pris en compte lors de l'élaboration de mécanismes de résolution des conflits dans les zones affectées par l'extrémisme violent ?
- Quels sont les problèmes/intérêts associés à des organisations extrémistes violentes et aux acteurs eux-mêmes qui doivent être pris en compte dans le cadre de la résolution de conflits relevant de l'extrémisme violent ?
- Quel est l'impact que les dynamiques et facteurs historiques et culturels ont dans les processus de résolution des conflits dans les États affectés par l'extrémisme violent ? Doivent-ils être intégrés dans les processus futurs et, si oui, comment ?
- Quels mécanismes de résolution des conflits locaux existent-ils déjà dans les communautés en question et comment peut-on les appliquer ou les adapter au mieux pour faire face à l'extrémisme violent ?

---

<sup>5</sup> Chris Bosley, « Injecter de l'humanité : Réponses axées sur la communauté pour les personnes sortant d'un conflit extrémiste violent (Injecting Humanity: Community-Focused Responses for People Exiting Violent Extremist Conflict) » *Institut des États-Unis pour la Paix*, 22 août 2019, <https://www.usip.org/publications/2019/08/injecting-humanity-community-focused-responses-people-exiting-violent>.

La littérature sur la résolution des conflits dans les contextes régionaux affectés par l'extrémisme violent demeure assez limitée. La littérature d'autres domaines d'étude et zones géographiques peut néanmoins donner un aperçu des bonnes pratiques et éléments essentiels. Les participants ont suggéré de s'inspirer de la littérature consacrée à des processus similaires de résolution des conflits – au Rwanda, par exemple – ainsi que de la littérature sur les mécanismes communautaires de résolution des conflits coutumiers et historiques pour en savoir plus.

## Rôle de l'éducation formelle et informelle

*Quel impact les systèmes éducatifs formels et informels fragmentés peuvent-ils avoir sur la cohésion communautaire et l'extrémisme violent ?*

Dans de nombreux pays de la région, le système éducatif est fragmenté entre secteurs formels et informels, dirigés respectivement par des autorités étatiques et non étatiques.<sup>6</sup> Les systèmes éducatifs non formels et leurs liens potentiels avec l'extrémisme violent, l'endoctrinement et le recrutement, en particulier en ce qui concerne l'éducation informelle par le biais des *madrassas*, ont fait l'objet de beaucoup d'études.<sup>7</sup> Cependant le rôle de la régulation étatique dans l'éducation est souvent négligé. Plutôt que de se concentrer exclusivement sur le rôle de l'éducation « extrémiste » informelle dans le processus de recrutement, les participants ont souligné la nécessité d'étudier l'impact possible de systèmes éducatifs divergents sur la cohésion communautaire, l'engagement civique actif et l'extrémisme violent au Tchad, au Sénégal, au Nigeria, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Les questions suivantes sont apparues comme des domaines clés pour la poursuite de recherches visant à éclairer les politiques et les pratiques :

- Les systèmes éducatifs informels, abandonnés par l'État, ont-ils un impact sur le développement des valeurs patriotiques et civiques et la propension à l'extrémisme violent ?
- Les structures éducatives informelles peuvent-elles et doivent-elles être intégrées au système éducatif formel public ?
- Dans quelle mesure les systèmes éducatifs formels et informels sont-ils encadrés ? Par qui ?
- Comment les différents organes religieux encadrent-ils les systèmes scolaires, certifications et programmes religieux ?
- Quels types de réformes éducatives ont-ils été mis en place ? Quels étaient leurs objectifs et dans quelle mesure ont-ils réussi à résoudre les problèmes au sein du système éducatif ?
- Quel est le contenu des programmes enseignés dans les systèmes éducatifs informels et formels et en quoi diffèrent-ils ?
- Les programmes officiels de l'État dans ces pays abordent-ils les valeurs civiques ? Si ce n'est pas le cas, y a-t-il des programmes spécifiques qui peuvent être utilisés pour souligner et enseigner aux élèves l'importance de la citoyenneté et de l'engagement civique ? Quel est leur impact sur l'extrémisme violent ?

6 Alexander Thurston, « *Campus et conflit dans le bassin du lac Tchad : Extrémisme violent et politique religieuse dans l'enseignement supérieur (Campus and Conflict in the Lake Chad Basin: Violent Extremism and the Politics of Religion in Higher Education)* », (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2018), <https://doi.org/10.37805/lcb2018.1>.

7 Ibid.

- Dans quelle mesure les enseignants et autres responsables scolaires exercent-ils un pouvoir ou une influence sur les programmes enseignés dans le système éducatif formel ?
- L'intégration des écoles informelles et *coraniques* dans le système éducatif public bénéficie-t-elle d'un soutien ? Quels sont les écueils potentiels d'une telle intégration ? À quoi ressemblerait un modèle hybride de régulation, partagé entre les organes d'encadrement religieux et gouvernementaux ?

## Remise en question des hypothèses sur les rapports entre religion et extrémisme violent

*Dans quelle mesure les dimensions religieuses sont-elles des moteurs clés de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et du Nord ?*

Pendant des années, les chercheurs ont essayé de déterminer si les différentes dimensions de la religion ne seraient pas les principaux moteurs de la radicalisation et du recrutement dans les groupes extrémistes violents en plus d'être des marqueurs de vulnérabilité. La recherche sur l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad et en Afrique de l'Ouest ne fait pas exception. Mais que manque-t-il quand on insiste à outrance sur le rôle de la religion et son intersection avec d'autres facteurs ? Les participants ont noté l'insuffisance encore notoire d'études explorant d'autres marqueurs de vulnérabilité et remettant en question les hypothèses actuelles concernant les facteurs religieux comme moteurs clés de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et du Nord. Dans le nord du Cameroun et du Nigeria, par exemple, l'exploitation destructrice et la représentation trompeuse de la foi et du tempérament religieux de la part de Boko Haram ont constitué un moteur essentiel du soutien public à la violence, non les principes religieux par eux-mêmes. Néanmoins une part substantielle du financement alimenté par les donateurs pour lutter contre l'extrémisme violent vise toujours à contrer les récits extrémistes religieux et à faciliter le dialogue religieux, avec peu de validation empirique ou de résultats démontrés. Les participants ont appelé à entreprendre des recherches plus approfondies pour revoir et se reposer la question des raisons pour lesquelles les gens rejoignent des groupes extrémistes violents, en particulier au Nigeria, au Cameroun et en Tunisie. Les questions suivantes sont apparues comme des domaines clés pour la poursuite de recherches visant à éclairer les politiques et les pratiques :

- Quels rôles jouent les dimensions religieuses (idées, communautés, institutions, spiritualité, symboles et pratiques<sup>8</sup>) dans l'autorisation, la justification ou la dissuasion de l'extrémisme violent dans les différents contextes d'Afrique du Nord et de l'Ouest ? Quels sont les effets de causalité de différentes dimensions religieuses et peut-on les distinguer ?
- Pour quelle raison, selon les membres de communautés vivant dans des contextes affectés par l'extrémisme violent, les gens rejoignent-ils des groupes extrémistes violents ? Leur perception est-elle réaliste ?
- Que pensent les membres de communautés vivant dans des contextes affectés par l'extrémisme violent au sujet des groupes extrémistes violents opérant dans ou autour de leurs communautés ?

8 Pour en savoir plus sur les dimensions religieuses, consultez : Owen Frazer et Mark Owen, « La part de la religion dans les conflits et la consolidation de la paix : Guide d'analyse (Religion in Conflict and Peacebuilding: Analysis Guide) » *Institut des États-Unis pour la Paix*, 2018, [https://www.usip.org/sites/default/files/USIP\\_Religion-in-Conflict-Peacebuilding\\_Analysis-Guide.pdf](https://www.usip.org/sites/default/files/USIP_Religion-in-Conflict-Peacebuilding_Analysis-Guide.pdf)

# Politiques publiques concernant les minorités religieuses

*Comment les stratégies publiques répondent-elles aux besoins et aux défis des minorités religieuses ? Quelle influence les politiques publiques exercent-elles sur l'engagement ou l'absence d'engagement des minorités religieuses dans la violence ou l'extrémisme violent ?*

Dans de nombreux pays du continent africain, le sécularisme et les héritages de la *laïcité*<sup>9</sup> ont servi de moyen pour gouverner les sociétés multiculturelles par le biais de lois constitutionnelles et du droit écrit.<sup>10</sup> Cependant, la compréhension et le développement de politiques autour de la *laïcité* et du sécularisme n'ont pas été uniformes d'un contexte à l'autre, engendrant des lacunes notables dans l'accès et le traitement réels et perçus des groupes religieux minoritaires. Dans la pratique, les politiques séculaires et la *laïcité* dans un environnement multiculturel et multireligieux peuvent comporter des problèmes. La manière dont l'État interagit avec différents groupes ethniques et religieux – en particulier si l'État favorise certains groupes et fait preuve de discrimination à l'encontre d'autres, que ce soit ouvertement ou par inadvertance – peut favoriser l'instauration de conditions dans lesquelles les groupes minoritaires sont davantage marginalisés des structures officielles et vulnérables aux impacts négatifs. L'inégalité perçue, le manque d'accès aux structures gouvernementales centralisées et la notion même de *laïcité* et de sécularisme – en particulier en raison de son association avec l'Occident – même dans des structures de gouvernance par ailleurs laïques peuvent engendrer, voire ont suscité, des griefs et de la violence tant à l'encontre de groupes minoritaires que de leur part.

Les participants ont noté l'importance de la perception qu'ont les groupes minoritaires d'eux-mêmes par rapport à l'État et à d'autres groupes religieux, associée à la perception qu'ont les États de chaque groupe (et donc à leur approche de ceux-ci en termes de politique). Les participants se sont interrogés sur l'influence des perceptions, des interprétations et des interactions des groupes minoritaires et de l'État sur les actes et les pratiques quotidiennes des minorités religieuses. Les participants ont fini par suggérer d'entreprendre une étude comparative dans les États multiethniques et multiraciaux sur les minorités ethniques religieuses et les diverses perceptions de la *laïcité* et du sécularisme, par exemple au Tchad, au Nigeria, au Niger, au Burkina Faso, au Mali, au Cameroun et au Sénégal, pour analyser comment les politiques des États et leur mise en œuvre peuvent influencer sur la perception de traitement injuste par certains groupes minoritaires et sur les éruptions de violence. Les questions suivantes sont apparues comme des domaines clés pour la poursuite de recherches visant à éclairer les politiques et les pratiques :

- Comment l'État gère-t-il les affaires religieuses ? Par le biais de quels organes et quelles réglementations, par quelle constitution et quelles dispositions législatives, et comment dans la pratique ? Quelles religions sont reconnues et quelles religions ne le sont pas, tant dans les textes que dans leur mise en œuvre (ou leur absence) ?
- Les codes juridiques (tant constitutionnels que législatifs) sont-ils mis en œuvre de la même manière, indépendamment du statut de groupe minoritaire ou majoritaire ?
- Existe-t-il des politiques publiques discriminant des croyances, des pratiques et des institutions religieuses ? Existe-t-il des politiques publiques restreignant les droits politiques, économiques et sociaux des religions minoritaires ?

9 Une version forte de la *laïcité* fondée sur la tradition juridique française. Consultez : Remadji Hoinathy et Daniel Eizenga, « L'état de la *laïcité* dans l'enseignement supérieur au Tchad : liens perçus par test avec l'extrémisme violent (*The State of Secularism in Chadian Higher Testing Perceived Ties to Violent Extremism*) » (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), <https://doi.org/10.37805/lcb2019.2>.

10 Pour en savoir plus sur les distinctions entre sécularisme et *laïcité*, consultez : Elizabeth Shakman Hurd, « La politique de la *laïcité* (*The Politics of Secularism*) », dans *Rethinking Religion and World Affairs*, éd. Timothy Samuel Shah, Alfred Stepan et Monica Duffy Toft (Oxford : Oxford University Press, 2012), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199827978.003.0004>.

- Comment les politiques publiques abordent-elles les groupes religieux minoritaires et la diversité au sein de ces groupes et entre eux ? Dans quelle mesure les organes et réglementations d'État perçoivent-ils différemment les groupes religieux minoritaires et comment cette perception se manifeste-t-elle dans la législation et la pratique ? Dans quelle mesure la législation diffère-t-elle de la mise en œuvre des politiques ?
- Quelles sont les approches couramment adoptées par les États pour gouverner les groupes religieux minoritaires par rapport aux groupes religieux majoritaires et aux autres groupes minoritaires, si elles diffèrent, tant en termes de réglementation des dimensions religieuses et des droits politiques, économiques et sociaux dans les codes juridiques que dans la mise en œuvre de ces codes ?
- Comment les groupes religieux minoritaires perçoivent-ils l'État et interagissent-ils avec lui ? En quoi cela diffère-t-il des interactions du groupe religieux majoritaire et des groupes minoritaires avec l'État ?
- Comment les groupes minoritaires respectifs se perçoivent-ils eux-mêmes, perçoivent-ils leur situation par rapport à l'État et aux autres groupes religieux, et leurs relations avec l'histoire en général et l'histoire de leur communauté en particulier ? Par exemple, une minorité religieuse particulière a-t-elle des antécédents de persécution ?
- Quand et pourquoi les États considèrent-ils et traitent-ils différemment certains groupes religieux minoritaires malgré leur *laïcité* commune ou leurs politiques à l'égard de la laïcité ?
- Quand les groupes minoritaires se sentent-ils marginalisés ou injustement traités et pourquoi ? Quels griefs les différents groupes ont-ils exprimés quant à la gestion de la religion par l'État ou plus généralement quant à la discrimination pratiquée par l'État en fonction de l'identité religieuse ? Comment ces griefs ont-ils été communiqués ? Comment les libertés de religion et de croyance sont-elles protégées ou promues par l'État ?

## Méthodes de recherche

*Quelles sont les considérations méthodologiques et éthiques prises en compte dans la recherche sur l'extrémisme violent et les communautés affectées par l'extrémisme violent ?*

Les chercheurs des milieux universitaires et les praticiens ont adopté de nombreuses approches méthodologiques différentes pour entreprendre des recherches sur l'extrémisme violent et les moyens d'y remédier. Il n'existe cependant pas de cadre méthodologique ni de directives éthiques claires en matière de recherche sur l'extrémisme violent et les communautés affectées par l'extrémisme violent. Les résultats de la recherche sont donc souvent dérivés de méthodologies défectueuses et douteuses sur le plan de l'éthique auxquelles les décideurs politiques ne peuvent pas se fier pour prendre des décisions politiques. Des approches méthodologiques imparfaites et des normes éthiques inadéquates, compte tenu de l'évolution de la dynamique dans le domaine relativement nouveau de la recherche sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, peuvent aboutir à des résultats de recherche défectueux de la part des donateurs, des gouvernements, des organisations de la société civile, des universitaires et des acteurs internationaux. Cela peut affecter négativement les décisions de politique et de programmation et donc les sujets de recherche.

Pour combler ces lacunes existentielles, les participants ont proposé d'entreprendre une étude visant à recueillir les bonnes pratiques en matière de méthodologie et d'éthique pour régir la recherche sur l'extrémisme violent et produire des données fiables pour la prise de décisions politiques. L'étude s'appuierait sur des études de cas croisées sur les bonnes pratiques en matière d'éthique et de recherche sur le terrain provenant de diverses régions du globe affectées

par l'extrémisme violent, en donnant la priorité à la région du Sahel et de l'Afrique du Nord.<sup>11</sup> Les étapes suivantes peuvent guider les considérations méthodologiques et éthiques pour l'étude de l'extrémisme violent et des communautés touchées par l'extrémisme violent :

1. Identifier des méthodologies de recherche spécifiques utiles à la recherche sur l'extrémisme violent.
2. Cartographier les relations et interactions entre toutes les personnes impliquées dans le processus : universitaires, praticiens, donateurs et communautés affectées.
3. Identifier les risques, pour les chercheurs et les participants, inhérents à la recherche sur les sociétés extrémistes violentes.
4. Décrire l'impact de l'identité du chercheur sur le processus de recherche, la méthodologie et les résultats.
5. Comprendre les relations de pouvoir à l'œuvre entre le chercheur et le sujet de recherche, les identités des intervenants internes et externes, les relations de pouvoir dans les dynamiques ethniques, culturelles et religieuses qu'elles peuvent refléter, et la manière dont cela affecte les résultats de l'étude.

Les questions suivantes sont apparues comme des domaines clés à approfondir pour la poursuite de recherches visant à éclairer les politiques et les pratiques :

1. À quoi ressemble l'environnement de recherche régional multi-acteurs actuel ? Qui sont les principaux acteurs de la recherche sur le terrain ?
2. Quelles sont les considérations éthiques à prendre en compte pour les organisations de la société civile (OSC), les praticiens du développement et les universitaires dans le cadre des études sur l'extrémisme violent et la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ?
3. Quelles sont les méthodologies couramment utilisées pour la recherche sur l'extrémisme violent et comment peuvent-elles être améliorées ? Les méthodes préférentielles peuvent-elles être ventilées par type d'acteurs de la recherche (organisations de la société civile, ONG, praticiens, universitaires, etc.) ?
4. Quelles sont les lacunes identifiables dans les approches de la recherche de la part des différents acteurs ?
5. Sur la base d'une méta-analyse des données disponibles et d'études de cas, quelles sont les bonnes pratiques en matière de recherche sur le terrain spécifique au contexte, rigoureuse, éthique et sûre ?

---

11 Avec le soutien de ses participants, le RESOLVE Network travaille à l'élaboration d'une version révisée, *Research Violent Extremism Series*, qui vise à renforcer les capacités des chercheurs locaux, à développer des normes de recherche plus élevées et à promouvoir des processus éthiques pour la conduite de recherches sur l'extrémisme violent, en s'appuyant sur l'expérience des chercheurs, des responsables politiques et des praticiens du monde entier. Pour en savoir plus et pour lire les chapitres publiés, consultez <https://www.resolve.net.org/>.





## *À propos de la série Groupes de travail sur le recensement des priorités de recherche de RESOLVE*

**Les Groupes de travail RESOLVE sur le recensement de priorités pour la recherche** visent à explorer les tendances actuelles et futures afin de développer de nouveaux programmes de recherche collaboratifs pour l'étude de l'extrémisme violent dans des régions ou des domaines spécifiques. Les Groupes de travail sur le recensement de priorités pour la recherche mobilisent des experts de la politique locale et internationale, des chercheurs et des praticiens pour échanger leurs connaissances actuelles sur la problématique de l'extrémisme violent, émettre des idées sur l'évolution future de la menace et identifier des domaines de collaboration potentielle en matière de recherche et de programmation appuyée sur les faits à l'avenir. Les programmes de recherche dressés par les participants des groupes de travail reflètent les connaissances, l'expertise et les points de vue des participants eux-mêmes, pas nécessairement ceux du RESOLVE Network, de l'Institut des États-Unis pour la paix ou de toute entité gouvernementale des États-Unis.

Publié en décembre 2020.

## RESOLVE NETWORK

recherche de meilleure qualité • communication éclairée • amélioration de la politique sur l'extrémisme violent.

[www.resolvenet.org](http://www.resolvenet.org)



RESOLVE est hébergé à l'Institut des États-Unis pour la paix qui s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies de l'Institut d'un engagement profond dans les communautés touchées par un conflit.



**UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE**  
Making Peace Possible

RESOLVE tient à remercier l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour le généreux soutien apporté à ce rapport et à l'Initiative de recherche communautaire sur les groupes armés de RESOLVE.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE